

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 1368

[2006/200971]

17 FEVRIER 2006. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 12 décembre 2005 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, relatif à la mise en œuvre de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Il est donné assentiment à l'accord de coopération du 12 décembre 2005 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune relatif à la mise en œuvre de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption.

Art. 2. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} septembre 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 février 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—
Note

Session 2005-2006.

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 205-1. — Rapport, n° 205-2

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 14 février 2006.

12 DECEMBRE 2005. — ACCORD DE COOPERATION ENTRE L'ETAT FEDERAL, LA COMMUNAUTE FLAMANDE, LA COMMUNAUTE FRANÇAISE, LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI DU 24 AVRIL 2003 REFORMANT L'ADOPTION

Vu les articles 128, § 1^{er}, et 130, § 1^{er}, de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 5, § 1^{er}, II, 1^o et 6^o, et 92bis, § 1^{er}, modifiés par les lois spéciales des 8 août 1988, 16 juillet 1993 et 13 juillet 2001;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment les articles 4, § 2, et 55bis, modifiés par les lois des 18 juillet 1990 et 5 mai 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 63, modifié par la loi spéciale du 5 mai 1993;

Vu la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption, modifiée par la loi-programme du 27 décembre 2004, notamment l'article 13;

Considérant qu'une coopération est indispensable entre les différentes autorités compétentes en matière d'adoption, pour régler harmonieusement l'exercice de ces compétences;

Considérant que cette coopération permettra également de clarifier les procédures en ce qui concerne la mise en application de la loi dans l'intérêt supérieur de l'enfant et dans le respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international;

Entre :

- 1° L'Etat fédéral, représenté par la Ministre de la Justice;
- 2° La Communauté flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et de la Ministre du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille;
- 3° La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de la Ministre-Présidente et de la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;
- 4° La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et du Vice Ministre-Président, Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme;
- 5° La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni de la Commission communautaire commune en la personne de son Président et des membres du Collège ayant la Politique d'Aide aux personnes dans leurs attributions;

En fonction de leurs compétences respectives, il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Préparation de l'adoptant et information préalable des parents d'origine

Article 1^{er}. Pour l'application des articles 1231-3, alinéa 2 et 1231-28 du Code judiciaire, les Communautés délivrent, au terme de la préparation de l'adoptant visée aux articles 346-2, alinéa 1^{er}, et 361-1, alinéa 2, du Code civil, un certificat attestant du suivi de celle-ci. Ce certificat est conforme au modèle joint en annexe 1 du présent accord de coopération.

Les adoptants résidant dans la région de Bruxelles-capitale font le choix de la Communauté française ou de la Communauté flamande.

Art. 2. L'information préalable et adéquate des parents d'origine de l'enfant, visée à l'article 348-4, alinéas 2 et 3, du Code civil, est assurée par les Communautés.

CHAPITRE II. — Enquête sociale

Art. 3. L'enquête sociale qui, selon l'article 1231-6, alinéa 1^{er}, et les articles 1231-29, alinéa 1^{er}, et 1231-35, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire est ordonnée par le tribunal de la jeunesse, sont menées par le service désigné par les Communautés.

En ce qui concerne la Commission communautaire commune, les enquêtes sociales prévues aux articles 1231-6, alinéa 1^{er}, 1231-29, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, seront effectuées par le service désigné par la Communauté française si la procédure a été engagée devant une chambre francophone du tribunal de la jeunesse ou par la Communauté flamande si la procédure a été engagée devant une chambre néerlandophone du tribunal de la jeunesse.

S'il existe un organisme intermédiaire pour l'adoption de l'enfant, l'enquête sociale prévue à l'article 1231-35, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire est menée par le service désigné par la Communauté qui a agréé l'organisme. Dans les autres cas, l'enquête sociale est menée par le service désigné par la Communauté française si la procédure a été engagée devant une chambre francophone du tribunal de la jeunesse ou par la Communauté flamande si la procédure a été engagée devant une chambre néerlandophone du tribunal de la jeunesse.

Art. 4. L'enquête sociale doit avoir au moins pour objet :

- 1° Dans la procédure relative à la constatation de l'aptitude à adopter :
 - a) La récolte des informations relatives à l'identité de l'adoptant, sa situation socioéconomique et son milieu social;
 - b) La vérification des qualités socio-psychologiques nécessaires pour adopter de l'adoptant à partir du recueil d'informations concernant notamment : les caractéristiques personnelles des candidats adoptants, l'histoire et la dynamique du couple et de la famille, le désir d'enfant et les motivations à l'adoption, les conceptions de l'adoption et les attentes, l'élaboration du projet d'adoption ou la sensibilisation individuelle à l'adoption, l'éducation de l'enfant, les potentialités psycho-affectives et les conceptions philosophiques des candidats adoptants, le profil de l'enfant ou des enfants pouvant être confiés aux candidats adoptants (âge, sexe, nombre, origines, condition physique et mentale de l'enfant), avec leur consentement écrit, des informations concernant la situation médicale des candidats adoptants.
- 2° Dans la procédure relative au constat de l'adoptabilité d'un enfant :
 - a) La vérification des besoins spécifiques de l'enfant d'être adopté;
 - b) La récolte des renseignements sur l'identité de l'enfant, son adoptabilité, son milieu social, son évolution personnelle et familiale, et, avec le consentement écrit des personnes concernées, du représentant légal de l'enfant et de celui-ci s'il a atteint l'âge de douze ans, sur son passé médical et celui de sa famille (article 1231-35 du Code judiciaire).

Art. 5. Sur la base des données relatives à l'état de santé de l'adoptant, le médecin désigné par l'autorité centrale communautaire compétente établit une attestation médicale type, dont le modèle figure en annexe du présent accord de coopération et d'où ressort uniquement si son état de santé lui permet d'adopter un enfant ou si celui-ci s'y oppose.

Il communique à l'adoptant que cette attestation sera mise à la disposition du service visé à l'article 3.

Pour les adoptants résidant sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale, l'autorité centrale communautaire de la Communauté ayant effectué l'enquête sociale désigne le médecin chargé d'établir l'attestation médicale.

Art. 6. § 1^{er}. Les coûts de l'enquête sociale seront financés par l'Etat fédéral, par le biais d'un financement des assistants sociaux chargés de la réalisation de cette étude, sur base d'une attribution de 100 enquêtes sociales par an à chaque assistant social.

Toutefois, pour la période courant du 1^{er} septembre au 31 décembre 2005, et proportionnellement à l'engagement d'assistants sociaux ou à la réalisation d'enquêtes sociales demandées par le juge, le financement porte sur 1/3 du financement de 2 ETP assistants sociaux pour la Communauté flamande, de 2 ETP assistants sociaux pour la Communauté française et de 0,22 ETP assistant social pour la Communauté germanophone.

La budgétisation sera faite sur base du barème pour un assistant social avec une ancienneté de cinq ans.

§ 2. Pour l'année 2006 le financement porte sur une estimation de 500 enquêtes sociales pour la Communauté flamande, 500 enquêtes sociales pour la Communauté française et 50 enquêtes pour la Communauté germanophone.

Ceci équivaut au financement de 5 ETP assistants sociaux pour la Communauté flamande, 5 ETP assistants sociaux pour la Communauté française et 0,5 ETP assistant social pour la Communauté germanophone.

§ 3. En février 2007 et après cela chaque année au mois de février, une nouvelle estimation sera faite par les ministres compétents des communautés sur base du nombre d'enquêtes sociales réalisées l'année précédente.

§ 4. Pour l'année 2005, les montants sont versés au numéro de compte désigné par chaque Communauté dans le courant du deuxième mois qui suit l'entrée en vigueur de l'Accord.

A partir de l'année 2006, les montants sont versés au numéro de compte désigné par chaque Communauté au plus tard dans le courant du mois d'avril de l'année à laquelle ils se rapportent.

CHAPITRE III. — *Conservation, communication et transmission de documents, rapports et décisions*

Section 1^{re}. — Disposition générale : la conservation des dossiers d'adoption

Art. 7. Aux fins de centralisation, les autorités centrales communautaires communiquent à l'autorité centrale fédérale les données relatives au lieu de dépôt des dossiers d'adoption traités par leurs organismes lorsqu'ils ont abouti à une adoption, en Belgique ou à l'étranger.

Section II. — Adoption internationale - L'enfant réside habituellement dans un autre Etat

Art. 8. La copie du rapport, dressé par le ministère public en application de l'article 1231-32 du Code judiciaire, et la copie du jugement relatif à l'aptitude de l'adoptant, sont conservées, tant par l'autorité centrale fédérale à laquelle celles-ci ont été transmises en application des articles 361-2 du Code civil et 1231-33 du Code judiciaire, que par l'autorité centrale communautaire, à laquelle celles-ci ont été communiquées en application des mêmes dispositions.

Pour les adoptants résidant sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale, outre l'autorité centrale fédérale, l'autorité centrale communautaire de la Communauté ayant effectué l'enquête sociale conserve les documents visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 9. Les autorités centrales communautaires communiquent sans délai à l'autorité centrale fédérale les décisions étrangères visées aux articles 361-3 et 361-5 du Code civil ayant permis le déplacement de l'enfant, de l'Etat d'origine vers la Belgique, en vue d'adoption.

Section III. — Adoption internationale - L'enfant réside habituellement en Belgique

Art. 10. L'autorité centrale communautaire ou l'autorité centrale de la Commission communautaire commune qui, en vertu de l'article 362-1 du Code civil, a obtenu le rapport concernant la ou les personnes qui désirent adopter un enfant résidant en Belgique, fait parvenir, en application de l'article 1231-34 du Code judiciaire, à l'autorité centrale fédérale les données concernant un enfant, qui peut être pris en considération pour une adoption et lui remet les pièces, visées à l'article 1231-42.

Art. 11. La copie du rapport, dressé par le ministère public en vertu de l'article 1231-38 du Code judiciaire, et la copie du jugement relatif à l'adoptabilité de l'enfant, sont conservées, tant par l'autorité centrale fédérale à laquelle celles-ci ont été transmises, que par l'autorité communautaire compétente ou par l'autorité centrale de la Commission communautaire commune à laquelle celles-ci ont été communiquées, en vertu de l'article 362-3, alinéa 1^{er}, 2^o du Code civil et 1231-39 du Code judiciaire.

CHAPITRE IV. — *Commission de concertation et de suivi*

Art. 12. § 1^{er}. Une Commission de concertation et de suivi est instaurée, dont les missions sont les suivantes :

- 1^o Favoriser la mise en œuvre du présent accord de coopération et de la loi;
- 2^o Assurer un échange régulier d'informations, de documentation et de statistiques uniformisées;
- 3^o Coordonner les missions des différentes autorités centrales en matière de coopération internationale.

§ 2. La Commission de concertation et de suivi est composée comme suit :

- un représentant du Ministre de la Justice;
- un représentant du Ministre des Affaires étrangères;
- un représentant du Ministre de l'Intérieur;
- un représentant du Ministre ayant l'Adoption dans ses attributions pour chaque Communauté et deux représentants des membres du collège réuni de la Commission communautaire commune compétents pour la politique de l'aide aux personnes;

— un représentant de l'autorité centrale fédérale et de chaque autorité centrale d'une Communauté et de la Commission communautaire commune;

— un représentant du collège des procureurs-généraux;

— deux représentants de l'Union francophone des magistrats de la jeunesse, dont un magistrat du siège et un du ministère public;

— deux représentants de l'Union néerlandophone des magistrats de la jeunesse, dont un magistrat du siège et un du ministère public.

§ 3. La Commission de concertation et de suivi se réunit au moins deux fois par an.

Elle est présidée par le représentant du Ministre de la Justice, qui met également un secrétariat à la disposition de la Commission.

CHAPITRE V. — *Identification des organismes agréés par les Communautés*

Art. 13. Afin que l'autorité centrale fédérale puisse communiquer au Bureau permanent de la Conférence de La Haye la liste des organismes agréés, chaque Communauté notifie à l'autorité centrale fédérale la liste des organismes agréés, ainsi que toute modification apportée à cette liste.

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur*

Art. 14. Le présent accord produit ses effets le même jour que la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption.

Bruxelles, le 12 décembre 2005, en cinq exemplaires originaux en français, en allemand et en néerlandais.

Pour l'Etat fédéral :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président,
Y. LETERME

La Ministre du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,
Mme I. VERVOTTE

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme M. ARENA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
K.-H. LAMBERTZ

Le Vice-Ministre-Président, Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme,
B. GENTGES

Pour la Commission communautaire commune :

Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,
Ch. PICQUE

Le Membre du Collège réuni compétent pour la politique d'aide aux personnes,
P. SMET

Le Membre du Collège réuni compétent pour la politique d'aide aux personnes,
Mme E. HUYTEBROECK

ANNEXE 1^{re}

CERTIFICAT

Je soussigné(e) atteste, conformément aux articles 1231-3, alinéa 2, et 1231-28, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, que la préparation organisée par la Communauté et visée aux articles 346-2 et 361-1, alinéa 2, du Code civil a été suivie :

Par Monsieur

Nom :

Prénom :

Lieu de naissance : Date de naissance :

Nationalité :

Etat civil :

Numéro de carte d'identité :

Adresse :

Et/ou par Madame

Nom :

Prénom :

Lieu de naissance :

Date de naissance :

Nationalité :

Etat civil :

Numéro de carte d'identité :

Adresse :

Fait à, le

(cachet)

(signature, nom, prénom, qualité)

ANNEXE 2

ATTESTATION MEDICALE

(conformément à l'article 5 de l'accord de coopération du en matière d'adoption)

Je soussigné(e) , docteur en médecine,

atteste que, sur base des données médicales relatives à Monsieur/Madame :

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Adresse :

l'état de santé de l'intéressé(e) lui permet/ne lui permet pas d'adopter un enfant.

L'intéressé(e) a été informé(e) que la présente attestation sera mise à la disposition du service chargé de la réalisation de l'étude sociale ordonnée par le juge de la jeunesse.

Fait à , le

(cachet)

(signature)

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 1368

[2006/200971]

17 FEBRUARI 2006. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 12 december 2005 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake de tenuitvoerlegging van de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord van 12 december 2005 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake de tenuitvoerlegging van de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 september 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 februari 2006.

De Minister-Presidente van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota

Zitting 2005-2006.

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 205-1. — Verslag, nr. 205-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 februari 2006.

12 DECEMBER 2005. — SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN DE FEDERALE STAAT, DE VLAAMSE GEMEENSCHAP, DE FRANSE GEMEENSCHAP, DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP EN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE INZAKE DE TENUITVOERLEGGING VAN DE WET VAN 24 APRIL 2003 TOT HERVORMING VAN DE ADOPTIE

Gelet op de artikelen 128, § 1, en 130, § 1, van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 5, § 1, II, 1^o en 6^o, en 92 bis, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993 en 13 juli 2001;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 4, § 2, en 55bis, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1990 en 5 mei 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 63, gewijzigd bij de bijzondere wet van 5 mei 1993;

Gelet op de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie, gewijzigd bij de programmawet van 27 december 2004, inzonderheid op artikel 13;

Overwegende dat samenwerking tussen de verschillende autoriteiten die bevoegd zijn inzake adoptie onontbeerlijk is met het oog op een harmonieuze uitoefening van deze bevoegdheden;

Overwegende dat deze samenwerking tevens de mogelijkheid biedt de procedures met betrekking tot de inwerkingtreding van de wet te verduidelijken in het hoger belang van het kind en met eerbied voor de fundamentele rechten die het kind op grond van het internationaal recht toekomen;

Tussen :

1. de Federale Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Justitie;
2. de Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de minister-President en van de Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin;
3. de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

4. de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Vice-Minister-President, Minister van Onderwijs en Tewerkstelling, Sociale Zaken en Toerisme;

5. de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in de persoon van haar voorzitter en van de leden van het College die bevoegd zijn voor het beleid inzake bijstand aan personen;

is op grond van hun respectieve bevoegdheden overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Vorbereiding van de adoptant en voorafgaande informatie aan de oorspronkelijke ouders*

Artikel 1. Voor de toepassing van de artikelen 1231-3, tweede lid, en 1231-28 van het Gerechtelijk Wetboek, geven de Gemeenschappen, aansluitend op de voorbereiding van de adoptant bedoeld in de artikelen 346-2, eerste lid, en 361-1, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, een attest af waaruit blijkt dat de voorbereiding werd gevolgd. Dit attest is conform het model dat als bijlage 1 bij dit samenwerkingsakkoord gaat.

De adoptanten die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verblijven, maken een keuze tussen de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap.

Art. 2. De Gemeenschappen verstrekken de voorafgaande en gepaste informatie bedoeld in artikel 348-4, tweede en derde lid, van het Burgerlijk Wetboek aan de oorspronkelijke ouders van het kind.

HOOFDSTUK II. — *Maatschappelijk onderzoek*

Art. 3. Het maatschappelijk onderzoek dat krachtens artikel 1231-6, eerste lid, en de artikelen 1231-29, eerste lid, en 1231-35, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek door de jeugdrechtbank wordt bevolen, worden gevoerd door de dienst aangewezen door de Gemeenschappen.

Wat betreft de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, wordt het maatschappelijk onderzoek, bedoeld in de artikelen 1231-6, eerste lid, 1231-29, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek uitgevoerd door de dienst aangewezen door de Franse Gemeenschap wanneer de procedure werd ingeleid voor een Franstalige kamer van de jeugdrechtbank en door de Vlaamse Gemeenschap wanneer de procedure werd ingeleid voor een Nederlandstalige kamer van de jeugdrechtbank.

Ingeval een organisme bestaat dat optreedt als tussenpersoon voor de adoptie van het kind, wordt het maatschappelijk onderzoek bedoeld in artikel 1231-35, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek gevoerd door de dienst aangewezen door de Gemeenschap die het organisme heeft erkend. In de andere gevallen wordt het maatschappelijk onderzoek gevoerd door de dienst aangewezen door de Franse Gemeenschap wanneer de procedure werd ingeleid voor een Franstalige kamer van de jeugdrechtbank of door de Vlaamse Gemeenschap wanneer de procedure werd ingeleid voor een Nederlandstalige kamer van de jeugdrechtbank.

Art. 4. Dit maatschappelijk onderzoek moet ten minste betrekking hebben op :

1° inzake de procedure houdende vaststelling van de geschiktheid om te adopteren :

a) het verzamelen van de gegevens inzake de identiteit van de adoptant, zijn sociaal-economische situatie en zijn sociaal milieu;

b) een onderzoek, op grond van de verzamelde gegevens, of de adoptant over de sociaal-psychologische kwaliteiten beschikt die noodzakelijk zijn voor de adoptie. Die gegevens houden inzonderheid verband met : de persoonlijkheidskenmerken van de kandidaat-adoptanten, de voorgeschiedenis en de dynamiek van de relatie en van het gezin, de kinderwens en de beweegredenen voor de adoptie, de opvattingen en de verwachtingen aangaande de adoptie, de uitwerking van het adoptieproject of de individuele sensibilisering voor de adoptie, de opvoeding van het kind, de psychoaffectieve mogelijkheden en de levensbeschouwelijke overtuiging van de kandidaat-adoptanten, het profiel van het kind of de kinderen die aan de kandidaat-adoptanten kan of kunnen worden toevertrouwd (leeftijd, geslacht, aantal, herkomst, lichamelijke en geestelijke toestand van het kind) en, met de schriftelijke toestemming van de kandidaat-adoptanten, gegevens over hun medische toestand.

2° inzake de procedure houdende vaststelling van de adopteerbaarheid van een kind :

a) het nagaan van de specifieke noden van het kind om te worden geadopteerd;

b) het verzamelen van de gegevens omtrent de identiteit van het kind, zijn adopteerbaarheid, zijn sociaal milieu, zijn persoonlijke en familiale achtergrond, en, met de schriftelijke toestemming van de betrokken personen, van de wettelijke vertegenwoordiger van het kind en het kind zelf indien het de leeftijd van 12 jaar bereikt heeft, omtrent zijn medisch verleden en dat van zijn familie (artikel 1231-35 van het Gerechtelijk Wetboek).

Art. 5. Op grond van de gegevens over de gezondheidstoestand van de adoptant stelt de arts aangewezen door de bevoegde centrale autoriteit van de Gemeenschap een gestandaardiseerd medisch attest op, waarvan het model als bijlage bij dit samenwerkingsakkoord gaat, waaruit enkel blijkt of zijn medische toestand al dan niet de mogelijkheid biedt een kind te adopteren.

Aan de adoptant wordt meegedeeld dat dit attest ter beschikking wordt gesteld van de dienst bedoeld in artikel 3.

Voor de adoptanten die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verblijven, wijst de centrale autoriteit van de gemeenschap die het maatschappelijk onderzoek heeft gevoerd de arts aan die het medisch attest moet opstellen.

Art. 6. § 1. De kosten van het maatschappelijk onderzoek worden ten laste genomen door de Federale Staat door middel van de financiering van de maatschappelijk assistenten, belast met het uitvoeren van dit onderzoek, naar rata van 100 maatschappelijke onderzoeken per jaar voor iedere maatschappelijk assistent.

Voor de periode van 1 september tot 31 december 2005, en evenredig aan de indienstneming van maatschappelijk assistenten of aan het uitvoeren van maatschappelijke onderzoeken door de rechter bevolen, heeft de financiering betrekking op 1/3 van de financiering van 2 VTE maatschappelijk assistenten voor de Vlaamse Gemeenschap, 2 VTE maatschappelijk assistenten voor de Franse Gemeenschap en 0,22 VTE maatschappelijk assistent voor de Duitstalige Gemeenschap.

De opneming in de begroting geschiedt op grond van de weddenschaal voor een maatschappelijk assistent met vijf jaar anciënniteit.

§ 2. Voor 2006 heeft de financiering betrekking op een raming van 500 maatschappelijke onderzoeken voor de Vlaamse Gemeenschap, 500 maatschappelijke onderzoeken voor de Franse Gemeenschap en 50 maatschappelijke onderzoeken voor de Duitstalige Gemeenschap.

Zulks stemt overeen met de financiering van 5 VTE maatschappelijk assistenten voor de Vlaamse Gemeenschap, 5 VTE maatschappelijk assistenten voor de Franse Gemeenschap en 0,5 VTE maatschappelijk assistenten voor de Duitstalige Gemeenschap.

§ 3. In februari 2007, en nadien ieder jaar in de maand februari, maken de bevoegde ministers van de Gemeenschappen een nieuwe raming op grond van het aantal maatschappelijke onderzoeken dat het jaar voordien is uitgevoerd.

§ 4. Voor 2005 worden de bedragen gestort op het rekeningnummer dat iedere Gemeenschap in de loop van de tweede maand volgend op de inwerkingtreding van het Akkoord heeft meegedeeld.

Vanaf het jaar 2006 worden de bedragen overgemaakt op het rekeningnummer dat iedere Gemeenschap heeft meegedeeld uiterlijk in de loop van de maand april van het jaar waarop zij betrekking hebben.

HOOFDSTUK III. — *Bewaren, meedelen en overzenden van gegevens, documenten, verslagen en beslissingen*

Afdeling 1. — Algemene bepaling : het bewaren van de adoptiedossiers

Art. 7. Met het oog op centralisatie delen de centrale autoriteiten van de Gemeenschap aan de federale centrale autoriteit de gegevens mee inzake de plaats waar de dossiers van de door hun instellingen behandelde adopties worden bewaard, ingeval zij tot een adoptie hebben geleid in België of in het buitenland.

Afdeling 2. — Interlandelijke adoptie - Het kind heeft zijn gewone verblijfplaats in een andere Staat

Art. 8. Het afschrift van het verslag dat het openbaar ministerie heeft opgemaakt overeenkomstig artikel 1231-32 van het Gerechtelijk Wetboek en het afschrift van het vonnis betreffende de geschiktheid van de adoptant worden bewaard zowel door de federale centrale autoriteit, waaraan zij overeenkomstig artikel 361-2 van het Burgerlijk Wetboek en 1231-33 van het Gerechtelijk Wetboek werden bezorgd, als door de bevoegde centrale autoriteit van de Gemeenschap waaraan zij overeenkomstig dezelfde bepalingen werden meegedeeld.

Voor de adoptanten die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verblijven, houdt niet enkel de federale centrale autoriteit, maar ook de centrale autoriteit van de gemeenschap die het maatschappelijk onderzoek heeft gevoerd de documenten bedoeld in het eerste lid, bij.

Art. 9. De centrale autoriteiten van de gemeenschappen delen onverwijld aan de federale centrale autoriteit de buitenlandse beslissingen mee bedoeld in de artikelen 361-3 en 361-5 van het Burgerlijk Wetboek op grond waarvan de overbrenging van het kind van de Staat van herkomst naar België toegelaten werd met het oog op adoptie.

Afdeling 3. — Interlandelijke adoptie - Het kind heeft zijn gewone verblijfplaats in België

Art. 10. De centrale autoriteit van de Gemeenschap of de centrale autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die overeenkomstig artikel 362-1 van het Burgerlijk Wetboek het verslag heeft ontvangen over de persoon of de personen die een kind wensen te adopteren dat zijn gewone verblijfplaats in België heeft, bezorgt, overeenkomstig artikel 1231-34 van het Gerechtelijk Wetboek, aan de federale centrale autoriteit de gegevens over een kind dat in aanmerking komt voor adoptie en bezorgt haar de stukken bedoeld in artikel 1231-42.

Art. 11. Het afschrift van het verslag dat het openbaar ministerie heeft opgemaakt overeenkomstig artikel 1231-38 van het Gerechtelijk Wetboek en het afschrift van het vonnis betreffende de adopteerbaarheid van het kind worden bewaard zowel door de federale centrale autoriteit als door de bevoegde centrale autoriteit van de Gemeenschap of door de centrale autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, waaraan zij overeenkomstig artikel 362-3, eerste lid, 2^o, van het Burgerlijk Wetboek en 1231-39 van het Gerechtelijk Wetboek werden bezorgd.

HOOFDSTUK IV. — *Commissie van overleg en opvolging*

Art. 12. § 1. Een Commissie van overleg en opvolging wordt ingesteld, met als opdracht :

1^o. de tenuitvoerlegging van dit samenwerkingsakkoord en van de wet te bevorderen;

2^o. de regelmatige uitwisseling van informatie, van documentatie en van geüniformiseerde statistieken te verzekeren;

3^o. de opdrachten van de diverse centrale autoriteiten inzake internationale samenwerking te coördineren.

§ 2. De Commissie van overleg en opvolging is samengesteld als volgt :

- een vertegenwoordiger van de minister van Justitie;
- een vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken;
- een vertegenwoordiger van de minister van Binnenlandse Zaken;
- voor elke Gemeenschap een vertegenwoordiger van de minister tot wiens bevoegdheid adoptie behoort, en twee vertegenwoordigers van de leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die bevoegd zijn voor het beleid inzake bijstand aan personen;
- een vertegenwoordiger van de federale centrale autoriteit en van iedere centrale autoriteit van een Gemeenschap en van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;
- een vertegenwoordiger van het College van procureurs-generaal;
- twee vertegenwoordigers van de Franstalige Vereniging van jeugdrechters, waarvan een zittend magistraat en een magistraat van het openbaar ministerie;
- twee vertegenwoordigers van de Nederlandstalige Vereniging van jeugdrechters, waarvan een zittend magistraat en een magistraat van het openbaar ministerie.

§ 3. De Commissie van overleg en opvolging komt ten minste twee maal per jaar samen.

Zij wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van de minister van Justitie, die tevens een secretariaat ter beschikking van de Commissie stelt.

HOOFDSTUK V. — *Identificatie van de adoptiediensten erkend door de Gemeenschappen*

Art. 13. Opdat de federale centrale autoriteit aan het Permanent Bureau van de Haagse Conferentie de lijst van de erkende adoptiediensten zou kunnen bezorgen, betekent iedere Gemeenschap aan de federale centrale autoriteit de lijst van de erkende adoptiediensten, alsmede enige wijziging aangebracht in die lijst.

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

Art. 14. Dit akkoord wordt van kracht op dezelfde dag als de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie.

Gedaan te Brussel, op 12 december 2005, in vijf originele exemplaren in de Nederlandse, de Franse en de Duitse taal.

Voor de Federale Staat :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De minister-president,
Y. LETERME
De Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,
I. VERVOTTE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
Mevr. M. ARENA
De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
K.-H. LAMBERTZ
De Vice-Minister-President, Minister van Onderwijs en Tewerkstelling, Sociale Zaken en Toerisme,
B. GENTGES

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,
Ch. PICQUE
Het Lid van het Verenigd College dat bevoegd is voor het beleid inzake bijstand aan personen,
P. SMET
Het Lid van het Verenigd College dat bevoegd is voor het beleid inzake bijstand aan personen,
Mevr. E. HUYTEBROECK

BIJLAGE 1

ATTEST

Ik, ondergetekende, verklaar overeenkomstig de artikelen 1231-3, tweede lid, en 1231 28, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, dat de voorbereiding georganiseerd door de Franse Gemeenschap en bedoeld in de artikelen 346- 2 en 361- 1, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek gevolgd werd :

Door de heer Naam :

Voornaam :

Geboorteplaats :

Geboortedatum :

Nationaliteit :

Burgerlijke staat :

Nummer van de identiteitskaart :

Adres :

En/of mevrouw

Naam :

Voornaam :

Geboorteplaats :

Geboortedatum :

Nationaliteit :

Burgerlijke staat :

Nummer van de identiteitskaart :

Adres :

Gedaan te, op

(stempel)

(handtekening, naam, voornaam en hoedanigheid)

BIJLAGE 2

MEDISCH ATTEST

(overeenkomstig artikel 5 van het samenwerkingsakkoord van betreffende adoptie)

Ik, ondergetekende, doctor in de geneeskunde,
verklaar op grond van de medische gegevens betreffende Mijnheer/Mevrouw :

Naam :

Voornaam :

Geboortedatum :

Adres :

dat de gezondheidstoestand van de betrokkene het hem/haar mogelijk maakt/niet mogelijk maakt een kind te adopteren.

Aan de betrokkene is meegedeeld dat dit attest ter beschikking wordt gesteld van de dienst belast met het maatschappelijk onderzoek bevolen door de jeugdrechter.

Gedaan te, op

(stempel)

(handtekening)